



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rythmes : Et maintenant, des discussions sérieuses, Monsieur le ministre !

Ce matin, le SNUipp-FSU a été reçu par le ministre de l'Education nationale afin de faire le point sur les discussions entamées depuis le début de la semaine au sujet de la réforme des rythmes scolaires. Le SNUipp-FSU a exprimé son désaccord avec les propositions mises actuellement sur la table.

A ce jour, en proposant encore des temps d'école jusqu'à 16 H 00 voire 16 H 15, en matière d'allègement de la journée scolaire, qui peut penser que les enfants en tireront profit ? Finalement, avec à peine une demi-heure d'école en moins par jour, on peine à voir la grande amélioration pour les enfants comme pour les enseignants. Ce scénario ne répond pas aux ambitions fixées. Pour nous, il n'est absolument pas concevable !

De plus, les discussions ne se cantonnent qu'à des considérations budgétaires sur le financement des heures libérées.

Rien concernant l'organisation du temps pédagogique de l'enfant, rien sur ses nouveaux rythmes d'apprentissage ni sur l'ajustement des contenus des enseignements. Quel flou ! Quelle improvisation ! Quelle déception !

Et pourtant, rappelons nous. Le ministre a annoncé une réforme ambitieuse pour les élèves. « Les journées sont trop lourdes » annonçait-il. La journée de classe doit être « plus courte scolairement, ça ne veut pas dire (...) plus courte éducativement » précisait-t-il, même le 8 juillet dernier, dans les médias. Pour l'instant, nous sommes loin du compte.

Le SNUipp-FSU demande au ministre de reprendre les discussions sur des bases qui permettent concrètement un raccourcissement de la journée scolaire. Tous les enfants doivent terminer leur journée de classe aux alentours de 15 H 30. Pour réussir la réforme, les discussions doivent aussi aborder les questions d'organisation pédagogique de la journée scolaire des élèves de maternelle et d'élémentaire. Leurs différents besoins doivent être pris en compte. Tout cela suppose un engagement fort de l'État et des collectivités locales. Les élèves et les enseignants attendent des améliorations significatives de leurs conditions de vie et de travail.

Il est temps d'y répondre, Monsieur le Ministre.

Paris, le 25 octobre 2012